

Ecole, une seule exigence : la réussite pour tous

Les fortes mobilisations pour s'opposer à la réforme des lycées et à la réduction drastique des postes ont contraint dans un premier temps le Ministre Darcos à un recul tactique, mais rien n'est définitivement joué. Sarkozy persiste , il a récemment déclaré que la réforme aurait bien lieu.

Soyons clairs, les jeunes, parents et personnels de l'éducation nationale qui manifestent depuis des années ne réclament pas un statu-quo. Oui, le système doit être transformé, afin de lutter efficacement contre l'inégalité et l'échec scolaire, mais est-ce de cela dont il s'agit aujourd'hui ? Sarkozy-Darcos sont engagés dans une refondation néo-libérale de l'école au service du capitalisme mondialisé. Ainsi, s'explique l'empilement de réformes décidées ces dernières années : suppression de la carte scolaire, réforme des programmes, suppression des RASED, réduction d'un an de la préparation au baccalauréat professionnel, suppression des IUFM, mise en extension progressive de l'école maternelle, réforme des lycées... et à chaque fois, ces réformes s'accompagnent de dizaines de

milliers de suppressions d'emplois de toutes catégories de personnels, notamment enseignants. Elles s'inscrivent dans un projet cohérent qui en réalité vise la mise à mort du service public de l'éducation nationale pour laisser place à un système qui renforcera le tri social par la mise en concurrence de tous.

Une culture commune de haut niveau pour tous

Pour répondre aux défis sociaux, économiques et culturels de notre époque il faut réaliser l'égalité des droits et la réussite de tous. Cela suppose d'apporter de profondes réformes au lycée comme à l'ensemble du système éducatif afin de permettre aux jeunes d'acquérir une véritable culture



Service minimum

Le groupe communiste au sénat a déposé une proposition de loi visant à l'**abrogation du service minimum** d'accueil dans les écoles, dispositif inutile, inapplicable et constituant une grave atteinte à l'exercice du droit de grève.

La proposition de loi sera examinée en séance ce mardi 20 janvier et défendue par Brigitte Gonthier-Morin, sénatrice communiste.

scolaire commune de haut niveau, à l'inverse du socle minimal commun préconisé ces dernières années. Nous pensons que l'avenir de l'école est lié à l'avenir de la société : la formation des jeunes, doit s'inscrire dans une démarche d'émancipation intellectuelle et d'ouverture sur le monde quelles que soient les filières de formation et le niveau atteint.

Cela implique de renoncer aux réformes en cours dans l'éducation nationale, comme dans tous les domaines, rien de bon ne pourra se faire sans tenir compte de l'avis des premiers intéressés, les professionnels de l'éducation, les parents et les élèves eux mêmes.

Il faut investir dans l'école !

Cela suppose que ces transformations soient accompagnées par des moyens sans précédent. Le budget de l'éducation nationale doit être augmenté sensiblement, (la proportion de la richesse nationale que la France consacre à son école aujourd'hui est la même qu'il y a 50 ans !). La France a les moyens de s'offrir un système éducatif de qualité pour tous. L'année dernière les profits des seules

entreprises du CAC 40 représentaient le double du budget de l'éducation nationale!

Alors que la crise économique sert de justificatif pour accélérer les coupes sombres dans les services publics, le PCF propose au contraire un grand plan anti-crise qui permette d'investir massivement dans les services publics, et notamment dans la recherche et l'éducation. Répondre aux besoins tout en relançant l'économie, c'est possible et nécessaire !

Un Front progressiste et citoyen

Pour aller dans ce sens, les communistes poursuivront le débat et soutiendront les actions engagées par les parents, enseignants, lycéens et étudiants de jour en jour de plus en plus nombreux à s'insurger contre la politique Darcos- Sarkozy.

C'est le sens de l'initiative que prend le PCF d'ouvrir avec toutes celles et tous ceux qui le souhaitent, des espaces communs pour construire ensemble une véritable alternative de gauche.

Parti Communiste Français

Le Parti communiste au cœur des rassemblements populaires et citoyens pour changer les politiques en France et en Europe

Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français

Je décide d'être membre du Parti communiste français

Je verse ___ euros (chèque à: Association de financement du PCF)

Prénom et nom : _____ Adresse : _____

Téléphone : _____ Courriel électronique : _____

Renvoyer à : Parti communiste français - 2 pl. du Colonel-Fabien 75167 Paris cedex 19 / T : 01 40 40 12 12 / @ : pcf@pcf.fr - W : www.pcf.fr